



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en,3352>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2014 - N° 1150 - février 2014 -

Date de mise en ligne : samedi 3 mai 2014

Date de parution : février 2014

Description :

Jean-Pierre Mon montre qu'il ne faut pas se fier aux gros titres des journaux dits d'information : y regarder de plus près en révèle souvent l'incohérence.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Airbus : le chaud et le froid

Voici le gros titre et le sous-titre d'un article d'une page entière du Monde [1] « 2013, année de tous les records pour Airbus. L'avionneur européen a vendu plus d'avions que son grand rival américain Boeing grâce à son nouvel appareil long courrier l'A350 », où l'on pouvait lire qu'Airbus est le premier constructeur d'avions du monde avec 51% des parts du marché mondial, Boeing n'en détenant que 49%. « Avec 1.619 commandes brutes (1.503 nettes) engrangées en 2013, l'avionneur a établi la meilleure performance commerciale de l'histoire de l'aéronautique. Boeing n'a pas été en reste en vendant 1.531 appareils (1.355 commandes nettes) ». Le total des ventes des deux avionneurs est de 456,3 milliards de \$ dont 240,5 pour Airbus. « L'aéronautique ne connaît pas la crise » conclut l'article où l'on apprend aussi que pour la 12ème année consécutive Airbus a dû augmenter sa production pour faire face à la demande et que « fin 2013, Airbus avait devant lui près de neuf années de production assurée avec 5.559 avions en commande ». Le 18 janvier on apprenait [2] que la compagnie Emirate (Dubai) avait commandé à Airbus 50 A380 et que Qatar Airways allait acheter 80 A350, 81 A320 et 13 A380.

Avec l'accroissement prévisible du trafic aérien, l'avenir s'annonce radieux pour Airbus et Boeing qui songent à augmenter les cadences de production.

Tout va très bien dans le meilleur des mondes aéronautiques...

Mais pas pour tout le monde, car on découvre que « la restructuration du Groupe Airbus qui prévoit 5.800 suppressions de postes en 2014 et un objectif de rentabilité porté à 10% dès 2015 », ce qui inquiète les sous-traitants [3]. Selon la CGT, 3.000 postes d'ingénieurs sur un total de 7.500 pourraient être supprimés dans la région Midi-Pyrénées, et en Europe le nombre de postes dans les bureaux d'études d'Airbus (dont 12.000 sont chez des sous-traitants) pourrait passer, d'ici trois ans, de 25.000 à 15.000. Airbus explique que les suppressions de postes n'ont rien à voir avec l'objectif de rentabilité, qu'elles sont dues au fait que tous les modèles d'avions du groupe (à l'exception du long courrier A350 encore en test) sont déjà en exploitation commerciale et donc que le recours aux bureaux d'études sera beaucoup moins nécessaire, si l'on ne conçoit pas de nouveau modèle.

On peut aussi noter que la France, l'Allemagne et l'Espagne ont réduit leur participation dans le capital du groupe pour faire place à des fonds de pension... pour satisfaire les actionnaires bien sûr.

"L'exemple" britannique

Après nous avoir rebattu les oreilles avec le "miracle" allemand, les économistes libéraux ont trouvé un nouveau modèle à nous proposer, celui du Royaume-Uni. Selon eux, l'économie y affiche des résultats remarquables : une croissance de 1,4% en 2013 (donc bien meilleure que celle de l'Europe continentale), l'emploi y progresse, permettant au moins une stabilisation du nombre de chômeurs à environ 2,5 millions "d'actifs"... Ces résultats seraient dus en partie à la politique de la Banque d'Angleterre qui a massivement injecté des liquidités à des taux d'intérêt quasi nuls (ce qu'en vertu du traité de Maastricht les gouvernements de la zone euro ne peuvent pas faire, mais la plupart des économistes oublient de le dire).

Cette politique a permis de soutenir l'activité malgré la forte réduction des dépenses publiques imposée par le Premier ministre D.Cameron, et l'inflation, supérieure à plus de 2% au début de la crise, a eu pour effet de faire baisser les salaires réels. Enfin une réduction de la durée du travail a aidé au maintien de l'emploi.

En réalité, la situation est moins brillante : « le Royaume-Uni met plus de temps pour retrouver son niveau de PIB d'avant crise que lors de la grande dépression de 1929. Depuis 2008, la croissance cumulée est restée bien inférieure à celle de la France [...] Avec une démographie similaire, le nombre de jeunes chômeurs continue de frôler le million, pour moins de 700.000 dans l'Hexagone. Pis, l'austérité n'a pas évité un déficit public abyssal supérieur à 6% en 2013, le poids de la dette publique dans le PIB devrait dépasser cette année le niveau observé en France. Idem pour le déficit extérieur bien, plus profond que dans une France réputée peu compétitive » [4]. Passant outre à ces remarques, un gros titre attirait l'oeil quelques jours plus tard : « Forte hausse du smic britannique en vue - Avec le retour de la croissance, le gouvernement défend une augmentation de 11% du salaire minimum » [5]. Le smic passerait 7,60 à 8,40Euros d'ici 2015... ce qui ne serait qu'un rattrapage car depuis 2008 le salaire moyen a baissé de 8%. Ce projet inquiète les milieux d'affaires, alors qu'en fait le salaire minimum ne concerne que 4% des salariés.

Mais la duplicité britannique ne s'arrête pas là : le chancelier de l'Échiquier pense que cette mesure devrait "adoucir" le tour de vis budgétaire qu'il a annoncé pour après les élections législatives (mi-2015), ce qui pourrait permettre aux Tories de s'attirer quelques suffrages parmi les travailleurs les plus pauvres du Nord de l'Angleterre.

[1] Le Monde, Eco& Entreprise, 15/01/14.

[2] Le Monde, Eco& Entreprise, 18/01/14.

[3] Le Monde, Eco& Entreprise, 24/01/14.

[4] P.Askenazy, Le Monde, Eco& Entreprise, 14/01/14.

[5] Le Monde, Eco& Entreprise, 19-20/01/14.